

Le diagnostic budgétaire

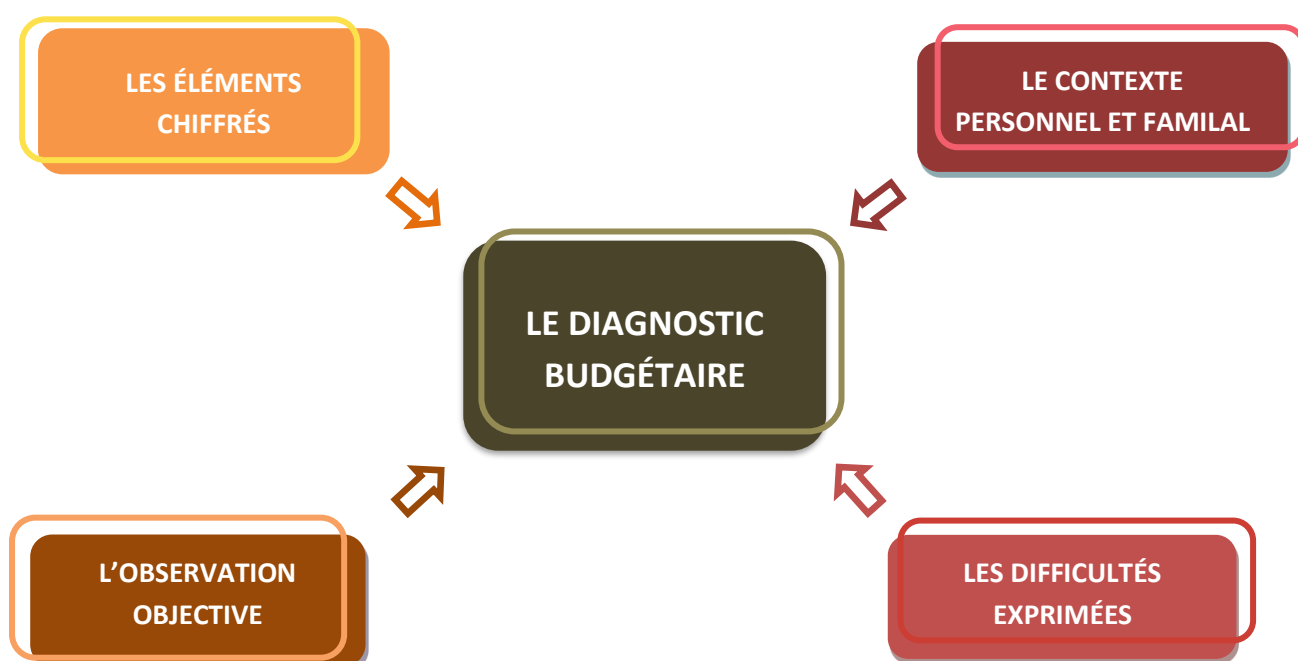
Avant de comprendre comment élaborer un diagnostic budgétaire, il est important de se poser la question : qu'est-ce qu'un budget ?

Les grilles budgétaires (éléments comptabilisables) ne constituent qu'un élément du diagnostic budgétaire. C'est une analyse globale de la situation de la personne ou de la famille qui intègre plusieurs dimensions : financière, sociale, familiale, professionnelle.

Le diagnostic budgétaire permet de recueillir et d'analyser les données transmises pour qualifier les demandes. Il permet, ainsi, l'identification d'une difficulté, d'une ou des problématique(s) grâce aux signes extérieurs, observables, aux difficultés exprimées. C'est une démarche permettant à la personne d'envisager un projet et de construire ensemble les axes de travail d'accompagnement.

La réalisation d'un diagnostic passe par trois phases principales : le recueil des données pour comprendre la situation, la problématique et la mise en perspective.

La méthode utilisée est basée sur l'analyse systémique des situations.



RÔLE DE L'ARGENT dans la gestion budgétaire

En référence aux travaux de recherche conduits
par **Eliane MARROC**
« Accompagner les familles face à l'endettement. L'argent
entre Don et Dépendance », édition Chronique Sociale, 2020

*Accompagner les familles
face à l'endettement*

L'argent entre Don et Dépendance

Éliane Marroc



Comprendre les personnes

Chronique
Sociale

LE BUDGET FAMILIAL

- Le budget permet de visualiser la répartition des dépenses en fonction des ressources.
- Le budget s'établit à partir des priorités ou des choix de vie du ménage.
- Suivant les objectifs et les besoins, le budget peut s'établir de façon hebdomadaire, mensuel, ... annuel.
- Il permet de programmer des projets.

LE BUDGET FAMILIAL

- le budget évolue dans le temps et révèle les priorités effectuées ou à effectuer dans les domaines de la vie quotidienne.
- Il peut être représenté par des grilles budgétaires qui ne seront qu'une photographie à un instant T de la situation.

Les différents postes budgétaires et leur signification :

- Les **charges fixes** et/ou **pré-engagées** car soumises à la signature d'un contrat avec durée incompressible.

ASSURANCES

IMPOTS

LOGEMENT

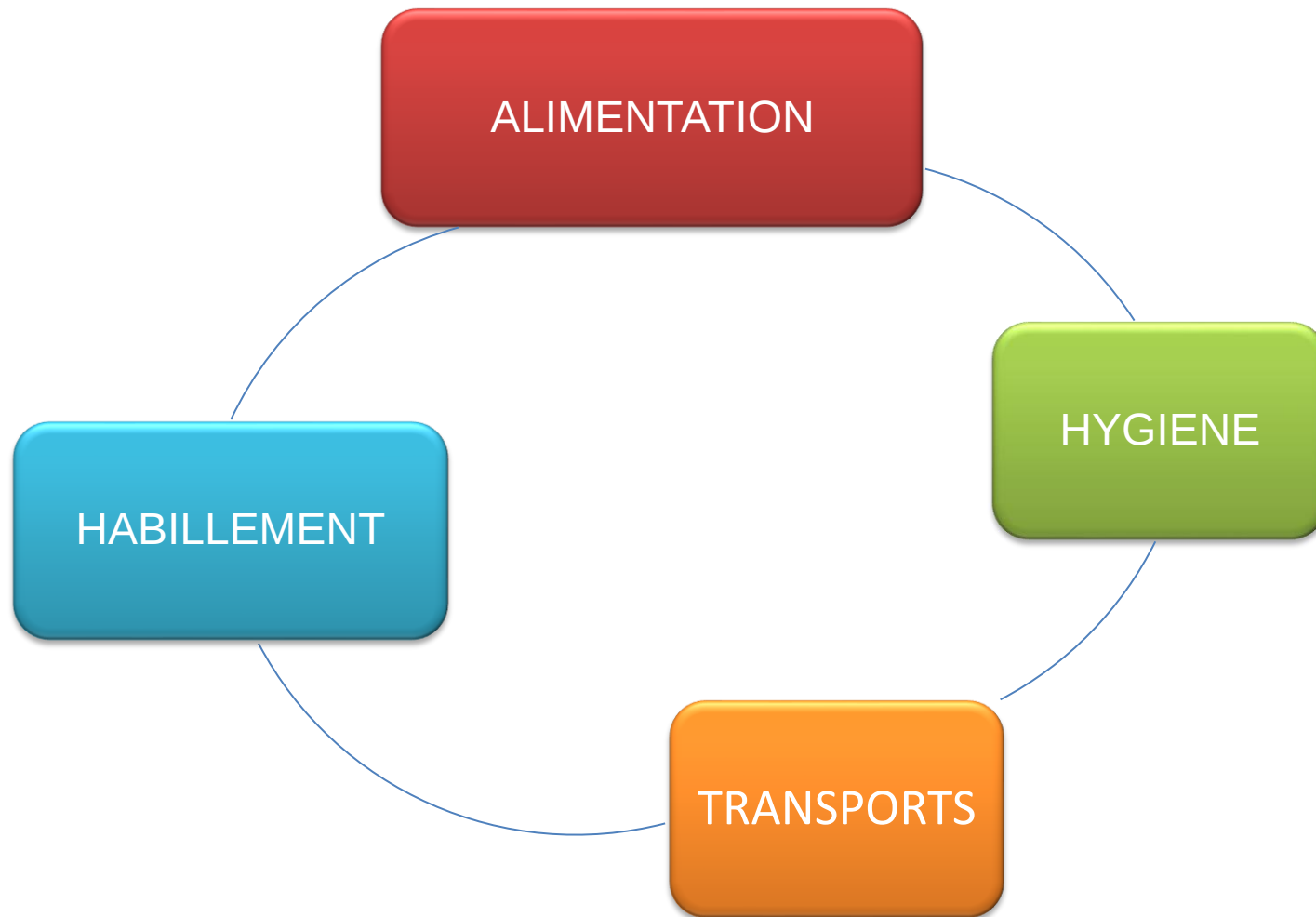
SANTE

SCOLARITE

...

- Le poste logement comprend les charges suivantes : le bail, la taxe d'ordures ménagères, les énergies et fluides, la téléphonie et internet.
- Les assurances comprennent l'assurance habitation avec la responsabilité civile, l'assurance automobile, etc.
- La santé couvre la mutuelle, s'il n'y a pas d'employeur et les dépenses de santé non remboursées.

- Les **charges compressibles** ou courantes sont :



- Les autres postes budgétaires à comptabiliser dans les charges sont :
 - les différents types de crédits : prêts affectés, revolving, immobiliers et découverts bancaires
 - les dépenses plaisir : activités sportives, budget cadeaux, sorties... (cf enquête ONPES)
 - le poste épargne qui permet de faire face aux imprévus, de réaliser des projets

L'ENDETTEMENT

- Le budget est dit **équilibré** lorsque les ressources sont supérieures aux dépenses.
- Le budget est dit **déséquilibré** lorsque les dépenses sont égales voire légèrement supérieures aux recettes.
- Le budget **dysfonctionne** lorsque les dépenses sont nettement supérieures aux ressources.

- Présence d'**endettement** important ou excessif lorsque les charges ne peuvent plus être honorées. Le montant de l'endettement pouvant correspondre au montant des ressources.
- Présence de **surendettement** lorsqu'il y a dépôt d'un dossier de surendettement auprès de la commission de surendettement de la Banque de France.

LES FACTEURS D'ENDETTEMENT

En référence aux travaux de recherche conduits par Eliane MARROC
dans le cadre de son mémoire « Le prix de l'aide. La place de l'argent dans la relation d'aide » D.H.E.P.S.

- La **Scolarité** entendue comme l'ensemble des apprentissages fondamentaux (lecture, écriture et opérations)
- L'**Education** au sens de l'ensemble des transmissions familiales non parlées « habitus » (Bourdieu)
- Le **Comportement** de type addictions, relations conflictuelles familiales pouvant impacter sur le budget
- Le **Contexte économique** : le domaine de l'emploi renvoie à la notion d'employabilité.
- La **Culture** : ensemble des valeurs, des pratiques, des façons d'être et habitudes héritées.

D'autres facteurs peuvent influencer la personne dans ses comportements et font appel à des compétences professionnelles complémentaires pour un accompagnement spécifique (médecins, psychologues,...)

LA PLACE DE L'ARGENT

Matérialisation - Représentation - Usage
Utilisation genrée - Société

En référence aux travaux de recherche conduits par Eliane MARROC dans le cadre de son mémoire « De la dette au pouvoir » (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales – Master en ethnologie)

- Les matérialisations de l'argent :
 - Monnaie fiduciaire
 - Monnaie scripturale
 - Monnaie virtuelle
- Les représentations de l'argent :
 - Valeur d'échanges marchands
 - Expression de capital
 - Vecteur relationnel

- Les usages de l'argent :
 - l'argent quotidien : « **les sous** »
 - L'argent domestique : « **la maisonnée** »
 - L'argent social :
« **l'appartenance symbolique** »
- L'utilisation genrée de l'argent :
« le genre masculin ou féminin n'est pas une identité de la personne, mais une modalité de l'action et des relations, une manière d'agir »
I. Théry (ce que le genre fait aux personnes).

- L'argent et la société :
 - pouvoir d'achat et consommation
 - acquisition et transmission de biens
 - pourvoyeur de besoins
 - signes extérieurs de richesse.

LE DON ET LA DETTE

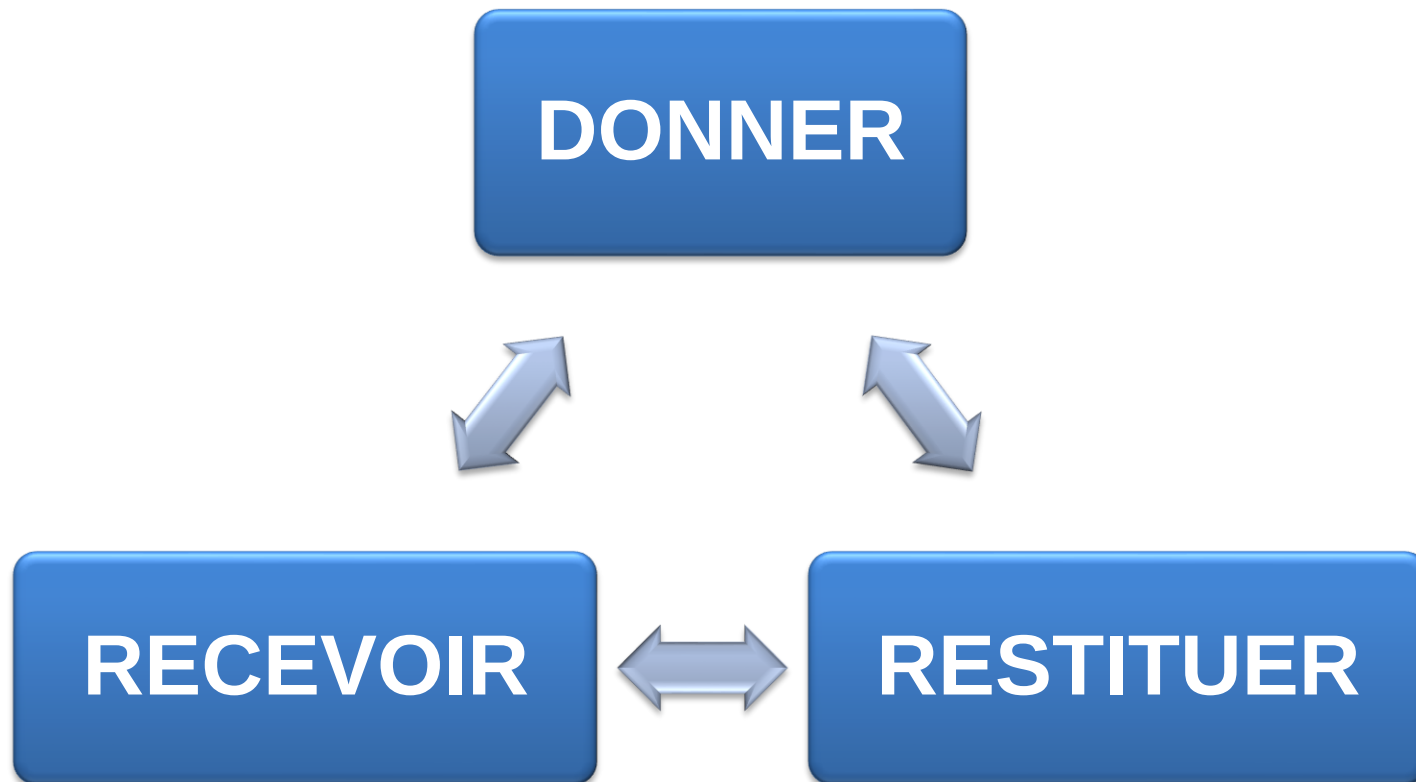
- *M. MAUSS*, dans « *l'essai sur le don* » a posé les bases de la théorie des échanges non marchands en 3 étapes :
 - L'obligation de donner,
 - L'obligation de recevoir,
 - L'obligation de restituer.

Ce système relationnel s'inscrit dans le temps et permet le lien social. Il est la base de toutes les relations humaines.

- La non restitution, lors du cycle du don, va entraîner une dette.
- « La dette est-elle autre chose que l'obligation de rendre? » *A. Mauss*.
- La dette signifie étymologiquement **devoir** et **faute**.

C'est la restitution qui va annuler la dette constituée lors des deux étapes précédentes.

LE DON: M. MAUSS



LA DEPENDANCE: A. MEMMI

- « La dépendance est l'une des bases du lien social . C'est une relation trinaire : 2 partenaires et un objet : le dépendant, le pourvoyeur et l'objet de pourvoyance »
A. MEMMI (La Dépendance).
- Le besoin crée un état de tension qui demande satisfaction. L'apparition du manque suscite une angoisse difficilement supportable génératrice de dépendance.

LA DEPENDANCE: A. MEMMI

POURVOYEUR



PERSONNE



**OBJET DE
DEPENDANCE**

- La dette signifie étymologiquement **devoir** et **faute**. La non restitution, lors du cycle du don, va entraîner une **dépendance**.

La dette relie dans le temps devoir et pouvoir en formalisant des places inégales.

Connaître les acteurs du territoire

En fonction des actes métiers du PCB

Sur un territoire, divers acteurs interviennent dans le champ de l'action sociale.

Dans le cadre de ses missions, un PCB est amené à être en relation avec ces interlocuteurs à différents niveaux de relation partenariale : l'objectif est de se faire connaître pour orienter, prescrire et détecter (aller vers).

Avant d'entrer dans le détail, quels sont les principaux acteurs de l'action sociale en France ?

Ils sont nombreux et d'origines diverses, en voici une représentation schématique synthétique :



L'Etat légifère, déterminant ainsi les politiques sociales à mettre en œuvre sur les territoires. Les lois de décentralisation de 1982 puis celles sur l'intercommunalité ont déterminé la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales (régions, départements, communes ou/et groupements de communes).

L'application des politiques publiques est effectuée par les différentes instances et déclinée sur les territoires, chacune ayant un ou plusieurs niveaux d'intervention : orientation politique, coordination et pilotage, ouverture de droits légaux et extra légaux, ...

Si les compétences sont clairement attribuées à chacune de ces institutions, il peut localement s'organiser des transferts de compétences.

Aussi convient-il de s'intéresser à son propre territoire afin d'identifier le ou les acteurs à solliciter en fonction des besoins de la personne concernée.

A l'issue de l'établissement du **diagnostic budgétaire**, il va s'agir de s'assurer de **l'ouverture des droits** des personnes/ d'identifier le ou les **interlocuteurs à contacter ou vers qui orienter** la personne concernée. *Les tableaux ci-après ne sont pas exhaustifs, ils sont à compléter en fonction du public reçu par le PCB, du territoire, des évolutions législatives.*

Du point de vue des ressources :

Nature du besoin		Interlocuteur	Pour quel type d'intervention ?	Mes adresses locales/ où se renseigner / où orienter ? Colonne à personnaliser, seuls certains exemples figurent
Droits liés à la situation famille		CAF	Allocations Recouvrement de pension alimentaire ...	www.caf.fr pension-alimentaire.caf.fr
Droits liés à l'âge		Jeunes : CROUS Conseil régional, départemental Personnes Agées : CNAV, caisse de retraites, Conseil départemental, ...	Bourses Aide spécifique par région, par département ... Pension de retraite, Pension de réversion, retraites complémentaires, ASPA, ...	www.etudiant.gouv.fr www.lassuranceretraite.fr https://www.agirc-arrco.fr/
Droits liés à la situation d'emploi	En recherche d'emploi	Pôle emploi...> France travail	Indemnisation après une période d'emploi selon critères	
		CAF	RSA, RSA Socle, RSA jeune actif Garantie jeunes,	
	En emploi	CAF MSA	Prime Activité ...	
		En fonction de son statut : Administration, DREETS, ...	Règles de cumul d'emploi	
Droits liés à son état de santé ou celui d'un proche		Conseil départemental, MDPH MSA, Caisses de prévoyance, retraite ...	Perte autonomie : APA, aide sociale... Handicap : AAH/AEEH/PCH/RQTH/...	
...				
...				

Du point de vue des charges : droit, prise en charge partielle, diminution, négociation,

Nature du besoin	Interlocuteur	Pour quel type d'intervention ?	Mes adresses locales/ où se renseigner / où orienter ? Colonne à personnaliser, seuls certains exemples figurent
Santé	CPAM Mutuelle Caisse de retraite Caisse Prévoyance ...	- CSM (complémentaire santé solidaire) - aide financière ponctuelle, ... - prise en charge ponctuelle en fonction de leurs critères, ... - prise en charge ponctuelle en fonction de leurs critères, ...	www.mesdroitssociaux.gouv.fr/votre-simulateur/accueil
Impôts	Centre des impôts		
Energie	Ministère Transition Ecologique Département, ...	Chèque énergie FSL/ FAE	https://chequeenergie.gouv.fr/beneficiaire/eligibilite Comparateur offre énergie : https://comparateur-offres.energie-info.fr/compte/profil
Nutrition	Aide alimentaire CCAS Associations humanitaires Epicerie Sociale, ...	Aide ponctuelle ou à moyen terme En lien avec un projet, réduire les couts de dépenses alimentaires	
Logement	CAF CROUS Action logement Département Bailleurs sociaux, ...	Aide au logement DALO Changement de logement,	Simulateur allocation logement www.actionlogement.fr www.demande-logement-social.gouv.fr
Conseil juridique	Maisons de la justice et du droit / point d'accès aux droits Médiateurs, ...	Connaître ses droits, les faire valoir	
Crédit /compte bancaire	Créanciers, Banques Banque de France	Services dédiés aux clients fragiles Fichage : FICP, ... ; droit au compte	www.economie.gouv.fr/particuliers/offre-bancaire-fragilite-financiere Comparateur de frais bancaires : https://www.tarifs-bancaires.gouv.fr/
Aide budgétaire	Conseil Départemental, CCAS, PCB, associations...	Aides financières Accompagnement budgétaire ...	
Autres Charges courantes	Assurances Téléphonie et Télévision		Téléphonie : qualité de la couverture du réseau : https://monreseau-mobile.arcep.fr/
Enfants	Cantine, sport, garderie, transport, scolarité		
...			

Maillage territorial :

Entre partenariat et réseau

Suivant le statut de la structure porteuse du PCB, la nature des relations avec ses interlocuteurs de proximité peut varier. Aussi pour chaque PCB, convient-il de s'interroger sur le lien le plus pertinent dans ses actions avec les différents acteurs : s'agit-il de mettre en place un partenariat via une contractualisation de type prescription/orientation ? ou d'identifier cet acteur comme membre de son réseau ?

Pour aller plus loin, où trouver des informations de manière dématérialisée ?

Quelques sites ou portails pour connaître les droits, comprendre les dispositifs (liste non exhaustive et évolutive, à compléter en fonction des besoins) :

- ⇒ www.service-public.fr
- ⇒ mesdroitssociaux.gouv.fr
- ⇒ www.mesquestionsdargent.fr
- ⇒ sante.gouv.fr et [DREETS dreets.gouv.fr/gouv.fr/](http://DREETS.dreets.gouv.fr/gouv.fr/)
- ⇒ www.caf.fr ; pension-alimentaire.caf.fr,
- ⇒ www.lassuranceretraite.fr
- ⇒ www.ameli.fr
- ⇒ www.pole-emploi.fr
- ⇒ <https://www.france-services.gouv.fr> présentation et cartographie des Maison France service
- ⇒ <https://franceconnect.gouv.fr/> ; <https://lidentitenumérique.laposte.fr/>, bientôt d'autres à venir
- ⇒ www.fastt.org
- ⇒ Réseau des épiceries sociales, ex : andes-france.com,
- ⇒ www.banquealimentaire.org
- ⇒ www.messervices.etudiant.gouv.fr/envole/
- ⇒ Sites du conseil départemental et/ou conseil régional ou de la commune/ métropole de résidence de la personne concernée :
- ⇒ www.abe-infoservice.fr
- ⇒ www.banque-france.fr/fr/a-votre-service/particuliers/annuaire-microcredit : annuaire des acteurs du microcrédit
- ⇒ www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr
- ⇒ <https://www.monparcours handicap.gouv.fr/>
- ⇒ www.annuaire.justice.gouv.fr : lien direct vers l'annuaire des conseils départementaux
- ⇒ <https://cartographie.societenumerique.gouv.fr/orientation> : cartographie nationale des lieux d'inclusion numérique
- ⇒ ...

Point de vigilance :
pour toute démarche dématérialisée, veiller à respecter les règles liées au RGPD en vigueur dans votre structure.

Pour aller un peu plus loin :

- ⇒ cnle.gouv.fr/
- ⇒ www.banque-france.fr : Publications et enquêtes (surendettement, OIB, ...)
- ⇒ www.credoc.fr...

